

Employabilité des Jeunes et Consolidation de la Paix au Sortir d'Un Conflit en Côte d'Ivoire : Preuves d'Un Essai Contrôlé Aléatoire

*Assi José Carlos KIMOU,
Zié BALLO
et
Ismahel Abdoul BARRY*

Documents de travail FW-010

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Employabilité des Jeunes et Consolidation de La Paix au Sortir d'Un Conflit en Côte d'Ivoire : Preuves d'Un Essai Contrôlé Aléatoire

Par

Assi José Carlos KIMOU
Université Félix-Houphouët-Boigny¹

Zié BALLO
Université Félix-Houphouët-Boigny

et

Ismahel Abdoul BARRY
Université Félix-Houphouët-Boigny

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2022, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Résumé

1.	Introduction	1
2.	Revue de la littérature	3
3.	Le programme "Argent contre travail" en Côte d'Ivoire	5
4.	Méthodologie	6
5.	Résultats empiriques et interprétation	16
6.	Conclusion	23
	Remarques	25
	Références	26
	Annexes	29

Liste des tableaux

1.	Enquête de base : différence par rapport au test, caractéristiques individuelles (avant le programme)	12
2.	Statistiques descriptives : Test de différence pour la participation et le réseau	14
3.	Statistiques descriptives : participation communautaire et confiance : Différence de test	15
4.	Impact du projet sur la probabilité d'interaction sociale et de confiance : Régression logistique	17
5.	Impact des options d'emploi sur les réseaux sociaux : comparaison des estimations LATE et ATE	18
6.	Impact des options d'emploi sur la confiance et la participation : comparaison des estimations LATE et ATE	18
7.	Prédire les attitudes envers la paix : Résultats du LASSO	20
A1.	Conformité : matrice de corrélation	29
A2.	Conformité : matrice de corrélation, options politiques	29
A3.	Conformité : affectation théorique vs. Le monde réel	29
A4.	Autres facteurs prédictifs de la consolidation de la paix : Résultats de LASSO	30

Résumé

Cette étude examine l'impact des opportunités économiques alternatives pour les jeunes dans la consolidation d'une paix positive. En utilisant les données d'un essai de contrôle aléatoire d'un programme de travail contre rémunération pour les jeunes non qualifiés, sans opportunités sur le marché du travail, nous saisissons l'effet causal de l'emploi sur la cohésion sociale et la confiance en les institutions en Côte d'Ivoire après le conflit. Nous estimons les impacts à court et moyen terme du programme à partir d'un échantillon de 4 160 jeunes tirés au sort, dont 3 125 bénéficiaires et 1 035 du groupe de contrôle, dans 16 municipalités du pays. Nous incluons également dans l'analyse la prédiction du comportement des jeunes en faveur de la paix conditionnellement à leur participation au programme en exécutant un modèle LASSO. À court terme, la participation au programme réduit de 29 % la probabilité de faire confiance aux jeunes de l'étranger et de 16 % celle de faire confiance aux collègues. À long terme, le fait d'avoir un emploi rémunéré augmente significativement la probabilité d'assister à une réunion communautaire de 20 %, la confiance en les membres de la famille de 17 % et la confiance en les collègues de 25 %. En outre, la participation au programme permet de prédire de manière significative le comportement envers la paix. Enfin, alors que la formation à l'entrepreneuriat prédit négativement la cohésion sociale, la formation à un emploi rémunéré prédit positivement l'attitude envers la paix.

Mots-clés : *Essai de contrôle aléatoire, consolidation de la paix, emploi des jeunes, Côte d'Ivoire*

JEL : *C93, J60, D1, K49*

1. Introduction

En Côte d'Ivoire, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 20 % de la population en 2010, et la proportion de personnes âgées de 25 à 49 ans est d'environ 30 %. Cette explosion démographique est un défi, surtout dans un contexte post-conflit marqué par la précarité et le chômage généralisé. Les jeunes âgés de 14 à 35 ans sont en moyenne très touchés par le chômage par rapport aux autres groupes démographiques, affichant un taux de chômage de 12% contre un taux moyen national de 9,2% (AGEPE, 2012). Cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles, malgré une amélioration significative de la situation économique après les troubles post-électorales, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB supérieur à 8% depuis 2012, la Côte d'Ivoire reste parmi les nations à haut risque de fragilité (Peace Fund, 2014). Afin de consolider la paix, le gouvernement a initié un ensemble de mesures qui comprend le Projet d'emploi et de développement des compétences des jeunes (PEJEDEC) pour l'amélioration de leur employabilité et la promotion de leurs compétences. Le PEJEDEC² a mis en œuvre plusieurs programmes, dont le projet "Argent contre travail". (THIMO³). Si ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une gestion durable de la période post-conflit, les mauvais résultats de la Commission nationale de Vérité et Réconciliation (CDVR⁴) semblent remettre en question la contribution de la politique de l'emploi des jeunes au renforcement du processus de réconciliation et de consolidation de la paix.

Bigombe, Collier et Sambanis (2000) notent que la consolidation de la paix dans la période post-conflit devra se concentrer principalement sur l'identification des facteurs de risque. Les principaux facteurs mis en avant sont la dépendance de l'économie aux ressources naturelles, le manque d'opportunités économiques, notamment pour les jeunes (les jeunes hommes en particulier) et la dominance ethnique. Alors que la question de la dépendance aux ressources naturelles peut être atténuée par une économie diversifiée et que la domination ethnique pourrait être contrecarrée par le renforcement de la démocratie et des institutions, l'emploi des jeunes constitue un défi majeur étant donné leur rôle dans la fragmentation du tissu social en Côte d'Ivoire (Akindès et Fofana (2011), Arnaut, 2012).

Comme l'ont montré Chen, Loayza et Reynal-Querol (2008), même si la guerre a des effets dévastateurs, le lancement d'un processus de consolidation de la paix de longue durée juste après la fin du conflit peut permettre de revivre et améliorer la situation post-conflit. Collier, Hoeffler et Soderbom (2008) ont souligné à juste titre que la période post-conflit est soumise à deux défis majeurs : la reprise économique et le risque de reprise du conflit.

La Côte d'Ivoire reste un État fragile compte tenu de sa vulnérabilité à la violence (OCDE, 2016). En effet, malgré l'amélioration de la situation sécuritaire, 575 dénombrements⁵ d'événements violents, notamment des batailles entre l'armée et des groupes armés non identifiés, des violences contre des civils et des émeutes liées à des manifestations, ont été signalés sur la période comprise entre 2010 et 2013. La Côte d'Ivoire reste également sur la liste des dix premiers pays fragiles au monde selon l'indice de fragilité harmonisé 2018 de la Banque mondiale.

Ces grands tableaux soulèvent les questions suivantes : Quel est l'impact de l'emploi des jeunes sur la consolidation de la paix ? La participation au programme Argent contre travail renforce-t-elle les interactions communautaires ? Quel est l'effet de ce programme sur la confiance en les institutions et les autorités politiques ? Cet impact diffère-t-il selon le sexe ou le lieu de résidence ? Cette contribution diffère-t-elle en fonction de l'option de politique d'emploi adoptée ? Quel est le comportement prospectif des jeunes dans la construction de la paix conditionnée par la participation au programme « argent contre travail » ? Cette propension à un comportement pacifique varie-t-elle en fonction de la situation professionnelle après la sortie du programme ?

L'objectif principal de ce travail est de montrer l'effet de l'accès à l'emploi des jeunes sur la construction de la paix. Plus précisément, la recherche vise à :

- Évaluer l'impact de la participation à un programme de promotion de l'emploi sur l'étendue des interactions communautaires ;
- Mesurer l'effet du programme sur la participation à des activités d'intérêt public ;
- Saisir l'effet du programme sur la confiance en les institutions (forces de sécurité et autorités politiques et administratives) ;
- Déterminer la propension des jeunes à adopter des comportements en faveur de la paix et sa relation avec leur statut professionnel.

L'intérêt de ce travail est multiple : premièrement, l'article rend compte de la confiance en la transition dans un environnement sociopolitique pacifique ; deuxièmement, l'approche méthodologique (RCT) permet de saisir rigoureusement l'effet de l'insertion des jeunes à risque sur la construction de la paix ; troisièmement, nous évaluons le comportement ultérieur des jeunes en fonction de plusieurs options de politique d'emploi ; enfin, les résultats permettent de mieux orienter les interventions publiques dans un contexte post-conflit..

L'hypothèse principale examinée dans cette recherche est que l'accès à l'emploi améliore la contribution de l'individu aux actions en faveur de la paix ; en termes d'augmentation des interactions intra et inter communautaires ; de participation accrue aux activités d'intérêt public ; de confiance vis-à-vis des autorités et des institutions.

Le reste de l'étude est structuré comme suit : La section 2 présente la revue de la littérature, la section 3 présente le programme évalué, la section 4 décrit la méthodologie et la section 5 présente les résultats et la discussion.

2. Revue de la littérature

L'ONU (2009) a défini la paix, comme la promotion de toute action dont le but est de consolider la paix et d'éviter un retour au conflit. A partir de cette conception, Adedokun (2017) dans une revue critique de la littérature distingue trois approches de la consolidation de la paix dans la période post-conflit à savoir, la norme minimaliste ou la paix négative, la norme maximaliste ou la paix positive et la situation intermédiaire.

Alors que la paix négative fait référence à l'absence d'hostilités ou à l'absence de conflit (Hoeffler, 2019), la paix positive ou paix durable, (Galtung, 1964) fait référence aux efforts qui répondent aux « causes profondes » du conflit. Ces efforts intègrent deux éléments : empêcher une rechute immédiate dans la guerre et construire une paix durable à long terme en promouvant une culture de paix et de non-violence (ONU, 2009).

La recherche empirique sur la durabilité de la paix post-conflit s'est concentrée sur plusieurs questions telles que l'issue du conflit, notamment en termes de règlement négocié ou de victoire militaire décisive (Toft, 2010) ; l'impact des opérations externes de consolidation et de maintien de la paix, la présence ou l'absence de tierces parties, les forces de maintien de la paix des Nations Unies dans ce cas (Doyle et Sambanis, 2006) ; et les arrangements institutionnels pour le partage du pouvoir (Mukherjee, (2006), Hoeffler, (2019). Par ailleurs, bon nombre d'études indiquent que les jeunes sont des acteurs majeurs des conflits en Afrique, notamment dans les États fragiles post-conflit (Collier et al, (2008). Brett et Sprecht (1992) notent que plus de 300 000 jeunes Africains ont combattu dans de nombreux conflits armés actuels et ont identifié des facteurs explicatifs de l'implication des jeunes dans ces conflits. Parmi ces facteurs figurent la pauvreté et le chômage. Collier et Hoeffler (1999, 2002) ont notamment constaté que de faibles opportunités d'emploi pour les jeunes non scolarisés et un faible revenu par habitant sont positivement associés à la probabilité de reprise d'une guerre civile. Selon Collier (2009), une stratégie efficace pour réduire le risque de conflit consiste à lutter contre le chômage des jeunes. En effet, lorsque les jeunes non qualifiés ont un emploi, ils sont moins susceptibles d'être recrutés pour la violence. Ceci est également confirmé par les travaux de Brett et Sprecht, (1992) qui soulignent le rôle fondamental du chômage sur la décision de participer au djihad au Pakistan.

Une stratégie utilisée par les Nations Unies pour réduire le risque de reprise des conflits armés consiste à fournir un emploi et un revenu durable aux ex-combattants dans le cadre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

(ONU, 2006). La première génération de programmes DDR se concentrait uniquement sur la réintégration des ex-combattants. Cependant, pour tenir compte du risque d'insatisfaction d'autres catégories sociales vulnérables ou affligées par la guerre (jeunes chômeurs, personnes déplacées, orphelins de guerre, femmes), la deuxième génération de programmes DDR utilise une approche de réintégration globale en s'attaquant à la déstabilisation par une approche de proximité. L'idée sous-jacente est que la réintégration pourrait aider la communauté à se reconstruire et à promouvoir la cohésion sociale et ainsi renforcer la paix (Fearon et al, 2009).

Spencer (1997) affirme que si le programme de réintégration fournit à l'ex-combattant des compétences précieuses sur le marché du travail et des connaissances, alors il peut contribuer à l'amélioration du capital humain, qui à son tour peut influencer positivement la reconstruction post-conflit, le développement et la consolidation de la paix. Subedi (2014) montre que le programme de réintégration du Népal a conduit à une amélioration de l'employabilité des ex-combattants grâce à l'éducation reçue dans les cantonnements. King (2013) montre à l'aide d'une approche quasi-expérimentale que la participation à un programme d'intégration des jeunes (KVMP) (ex-combattants inclus) a un impact positif sur certains indicateurs de cohésion sociale en période post-conflit au Liberia. Selon King (2013), ces différents programmes ont permis aux ex-combattants de rétablir des relations avec leurs proches et de construire des réseaux avec leurs homologues, renforçant ainsi le capital social et la paix. Cependant, l'approche utilisée par Subedi (2014) est qualitative et celle de King (2013) peut souffrir de biais de sélection en raison de l'utilisation d'une approche non expérimentale.

L'approche expérimentale utilisée par Blattman et al. (2015) montre que la combinaison du transfert et de la thérapie réduit le comportement violent des jeunes libériens dans la période post-conflit. Blattman et Annan (2015) indiquent également, dans une approche aléatoire, que l'évaluation d'un programme de jeunes agriculteurs au Liberia permet de réduire leur propension à s'engager dans des activités mercenaires, avec un impact plus important de la formation, du mentorat et de la fourniture de biens d'équipement.

Il convient également de noter que même dans un contexte expérimental, la contribution de ces programmes à la construction de la paix s'avère limitée. Par conséquent, il est important non seulement de saisir l'effet causal de ces programmes, mais aussi de mesurer leur propension à contribuer à la paix à long terme (Blair et al, 2015). Notre étude adopte cette approche pour évaluer l'impact de la participation au programme Argent contre travail sur le renforcement de la paix positive en Côte d'Ivoire en utilisant une approche expérimentale par assignation aléatoire.

3. Le programme « Argent contre travail » en Côte d'Ivoire

A la suite de la crise post-électorale de 2010, la Côte d'Ivoire a initié le Projet de Développement de l'Emploi et des Compétences des Jeunes (PEJEDEC) grâce à la subvention d'urgence de 50 millions de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque Mondiale. Le projet, qui a été mis en œuvre entre le 27 décembre 2011 et l 2015, visait à améliorer l'accès à l'emploi et le développement des compétences professionnelles de 27 500 jeunes hommes et femmes de tous niveaux de qualification, âgés de 18 à 30 ans, sans emploi ou sous-employés.

Les bénéficiaires du programme sont sélectionnés par tirage au sort public parmi les jeunes qui répondaient aux critères mentionnés ci-dessus. Le PEJEDEC offre une gamme de programmes et un soutien aux activités pilotes innovantes pour améliorer l'emploi et le développement des compétences pour les jeunes (formation professionnelle, apprentissage, formation et opportunités d'emploi temporaire). L'objectif du programme PEJEDEC « argent contre travail »⁶ était : (i) de réduire la vulnérabilité des jeunes chômeurs, hommes et femmes, en leur donnant la possibilité d'avoir un emploi temporaire et donc de gagner un revenu et (ii) d'améliorer les infrastructures sociales et économiques des communautés.

L'Agence de gestion des routes (AGEROUTE) le met en œuvre dans 16 municipalités de Côte d'Ivoire. Le programme a ciblé 12 500 jeunes âgés de 18 à 30 ans, dont au moins 30% de femmes. Il a particulièrement ciblé les jeunes peu ou pas qualifiés ou ceux qui ne fréquentent pas un centre de formation professionnelle ; ou qui n'ont pas de source de revenu régulière et légale dans tout le pays, y compris dans les zones urbaines et Rurales.

Plus de 12 693 jeunes ont participé au programme PEJEDEC Argent contre travail de 2012 à 2015. 2015. Le programme consiste, pendant six (6) mois, à faire participer les bénéficiaires à des activités d'entretien courant sur le réseau de voirie urbaine, à l'entretien et/ou à la réhabilitation d'infrastructures communales selon les besoins des communautés. Chaque jeune reçoit un revenu de 2.500 FCFA (5 \$) par jour (55.000 FCFA / mois pendant 6 mois). Ce revenu est versé sur un compte bancaire ouvert par le bénéficiaire, l'encourageant ainsi à épargner.

Les programmes connexes de renforcement des capacités des jeunes qui ont été associés au programme, comprennent la formation pour la recherche d'un emploi rémunéré dans le secteur moderne et la création et la gestion d'activités génératrices de revenus (AGR). Les trois (3) années d'exécution du programme montrent que : 12 693 jeunes ont bénéficié d'un emploi temporaire pour l'entretien de 2 597,72 km de route ; 11 882 ont été sensibilisés sur le VIH/SIDA, l'éducation civique et la citoyenneté, l'environnement et l'hygiène publique et 3 749 personnes ont été formées à la recherche d'emploi et au développement d'AGR.

4. Méthodologie

Cette partie présente la conceptualisation qui façonne notre stratégie empirique, l'approche empirique, les données et les statistiques descriptives.

Cadre conceptuel

Nous construisons notre recherche à partir de la conceptualisation de la paix positive de Gatung (1964) où la paix positive est comprise comme l'absence de violence structurelle et de culture de la violence. Alors que la paix négative (Hoeffler, 2019) qui est liée à la cessation des hostilités peut ne pas être compatible avec la justice ; la paix positive présuppose la réconciliation, la restauration de l'intégrité psychologique et du tissu social à la base. Plus précisément, la consolidation ou la construction de la paix se concentre sur l'environnement économique, psychologique et social de base au niveau individuel et communautaire. La construction de la paix est un processus dynamique basé sur la justice, l'équité, la coopération et le règlement des causes profondes du conflit afin de réduire leur résurgence à l'avenir (Gawerc, 2006).

Selon Kelman (2005), la paix positive dans un environnement avec une longue histoire de conflit civil, est comprise par l'acceptation mutuelle dans les communautés, et est caractérisée par la coopération à travers une interaction renforcée, un meilleur sentiment de sécurité, l'existence d'un espace pour la promotion de la dignité humaine, l'institutionnalisation d'un mécanisme de résolution des problèmes et la promotion de la réconciliation en général. Pourtant, dans un contexte post-conflit, le comportement violent serait considéré comme un choix professionnel entre la violence et la participation au marché du travail légal (Becker (1968), Ehrlich (1973, 1996) et l'accumulation de capital humain criminel peut conduire à un piège pour la violence en présence d'un choc aléatoire (Mocan et al, 2000). Par conséquent, un emploi sur le marché du travail peut offrir un certain rendement social. Pour l'individu, les emplois décents peuvent être porteurs d'identité, de statut, de confiance en soi et de satisfaction globale de la vie. En ce qui concerne la société, les emplois décents contribuent également à la cohésion sociale en façonnant les identités et la façon dont les individus se relient les uns aux autres, en connectant les gens les uns aux autres par le biais de réseaux, en façonnant les attentes et les aspirations des gens pour l'avenir, en améliorant le sentiment d'avoir un intérêt dans la société et en améliorant les perceptions d'équité (Banque mondiale, 2012). Ce sont les bases conceptuelles sur lesquelles nous avons formulé l'approche empirique.

Approche empirique

Mesurer la paix n'est pas facile dans le sens où la paix est intangible, et certains aspects cruciaux de la construction de la paix sont essentiellement psychologiques. Par conséquent, l'analyse de l'effet d'un projet sur la construction de la paix peut être déroutante dans le sens où les efforts pour mesurer l'impact du projet peuvent également être déroutés par le fait que la « variable dépendante » impliquera quelque chose qui ne se produit pas (Gawerc, 2006). Sur la base de cette observation, la méthodologie utilisée prendra deux formes : une méthode standard d'évaluation de l'impact du projet et la prédiction du comportement de paix, compte tenu de la participation au marché du travail.

Mesurer l'impact du programme sur la consolidation de la paix

En suivant Banerjee et al (2014), nous comparons les indicateurs de consolidation de la paix entre le groupe traité et le groupe de contrôle. Nous postulons, grâce à l'assignation aléatoire au traitement, que les deux groupes sont identiques ex ante. A cet effet, un test de différence pré-traitement est réalisé afin d'effectuer une comparaison entre le groupe traité et le groupe de contrôle en estimant le modèle suivant :

$$X_{il} = \alpha + \beta T_i + \eta_l + \varepsilon_i \quad (1)$$

Où X_{il} est un vecteur des caractéristiques du jeune i résidant dans la localité l , T_i est une variable fictive qui est égale à 1 si l'individu i est dans le groupe de traitement η_l sont les effets fixes de la zone et ε_i étant le terme d'erreur. L'estimation des coefficients β représente les différences entre les groupes traités et les groupes de contrôle avant l'expérience.

Pour saisir les effets à court et moyen terme de l'intervention sur la propension des jeunes à participer aux actions pour la paix, nous estimons l'équation suivante :

$$X_{ilt} = \alpha + \beta T_i + \eta_l + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où Y_{ilt} est la variable de résultat pour l'individu i de la localité l pour la période T (pendant et après le programme), le terme d'erreur ε_{it} étant spécifique à la localité. L'estimation du coefficient β permet d'appréhender l'effet du programme, où T est la période de traitement (court terme et moyen terme).

Initialement, trois catégories de variables sont définies comme variables dépendantes.

Catégorie 1 : Ce groupe présente des variables dépendantes discrètes, à savoir : Nombre de membres / groupes associatifs ; Nombre de participation aux activités intra-communautaires ; Nombre de participation aux activités inter-communautaires (réunions); Nombre de participation aux travaux publics.

Catégorie 2 : C'est la catégorie des variables dépendantes dichotomiques, à savoir : leadership et participation aux réunions.

Catégorie 3 : Ce dernier groupe indique les variables dépendantes catégorielles, à savoir : le degré de confiance dans la famille, la communauté, les autres communautés, les collègues, la police et les autorités (gouvernement et fonctionnaires locaux).

Cette dernière catégorie a été redessinée en variables dichotomiques pour simplifier les estimations de l'opérateur de sélection et de rétrécissement le moins absolu (LASSO) et aussi pour faciliter les interprétations. Initialement classées en trois modalités, à savoir: « un peu, beaucoup, pas du tout », ces modalités sont regroupées en deux: « un peu » et « pas du tout » qui sont codés « 0 », et « beaucoup » qui est codé « 1 ».

- ***Prédire les comportements pour la paix***

Étant donné que l'expérience n'est pas spécifiquement conçue pour saisir les changements de comportement en faveur de la paix, à la suite de Blair et al (2015), nous utilisons un modèle de régression linéaire sous contrainte ou Least Absolute Shrinkage and Selection Operator (" LASSO ") pour déterminer la probabilité d'avoir une attitude favorable à la paix, compte tenu de la participation à différentes options d'emploi. Cette approche est importante pour comprendre le type de politique de l'emploi à envisager dans le temps pour renforcer la paix positive. Selon Bloniarz et al (2015), dans les expériences aléatoires, si les covariables sont nombreuses par rapport au nombre d'observations, la régression peut donner de mauvais résultats en raison d'un surajustement. Dans ce cas, l'opérateur de sélection et de rétrécissement le moins absolu (LASSO) peut être utile car il utilise une pénalité sur l'effet de ces covariables pour réduire les coefficients de la régression. Cet estimateur est plus efficace que le simple estimateur par différence de moyennes. L'ajustement basé sur le Lasso peut être avantageux même lorsque le nombre de covariables est inférieur au nombre d'observations. Plus précisément, une variante utilisant le LASSO pour la sélection et les moindres carrés ordinaires (MCO) pour l'estimation est particulièrement performante.

Nous utilisons la pénalisation LASSO associée à la régression par les Moindres Carrés Ordinaires pour estimer nos modèles linéaires.

Formellement :

$$y_i = b_0 + \sum_{j=1}^{p-1} b_j x_{ij} + \varepsilon_i \quad (4)$$

$$\hat{b} = \underset{b \in \mathbb{R}^{(p)}}{\operatorname{argmin}} \frac{1}{2} \sum_{i=1}^N (y_i - (b_0 + \sum_{j=1}^{p-1} b_j x_{ij}))^2 \quad (5)$$

Mais la méthode MCO LASSO :

$$\underset{b \in \mathbb{R}^{(p)}}{\operatorname{min}} \frac{1}{2} \sum_{i=1}^N (y_i - (b_0 + \sum_{j=1}^{p-1} b_j x_{ij}))^2 \text{ Sous la contrainte de } \sum_{j=1}^p |b_j| \leq q$$

Comme le montrent Fonti et Bellister (2017), la méthode LASSO impose une contrainte sur la somme des valeurs absolues des paramètres du modèle, la somme doit être inférieure à une valeur fixée de manière à sélectionner les variables caractéristiques et de minimiser l'erreur de prédiction.

Ainsi, le Lagrangien s'écrit :

$$\frac{1}{2} \sum_{i=1}^N (y_i - (b_0 + \sum_{j=1}^p b_j x_{ij}))^2 + \mu (\sum_{j=1}^p |b_j| - q) \quad U \leq q \leq \quad (6)$$

$0 \leq q \leq 1$, la liaison supérieure est positive, mais inférieure à un et

$$\hat{b}(\mu) = \underset{b \in \mathbb{R}^{(p)}}{\operatorname{argmin}} \frac{1}{2} \sum_{i=1}^N \left(y_i - \left(b_0 + \sum_{j=1}^{p-1} b_j x_{ij} \right) \right)^2 + \mu \left(\sum_{j=1}^p |b_j| - q \right)$$

Le paramètre « q », contrôle le niveau de régularisation des coefficients estimés. Le multiplicateur de Lagrange est le paramètre de régularisation. Et ces deux paramètres sont liés par une relation de dépendance aux données. Cette contrainte vise à contracter la valeur des coefficients, et la forme de cette pénalité conduira certains coefficients à être nuls. Si le paramètre de régularisation est nul, alors nous aurons exactement l'estimation MCO standard.

Données descriptives et statistiques

Source des données : description de l'expérience⁷

Nous utilisons les données d'un essai contrôlé aléatoire mené par une équipe de chercheurs de la Banque mondiale et de l'Agence de coordination pour l'emploi (BCP-Emploi) de Côte d'Ivoire, en utilisant AGEROUTE comme partenaire de mise en œuvre de THIMO.

AGEROUTE utilise des tirages au sort publics pour allouer de manière transparente les places disponibles dans le programme parmi le grand nombre de jeunes qui ont postulé pour le programme. L'affectation (traitement) était basée sur cette allocation aléatoire des places disponibles dans le programme. Il est à noter que l'assignation aléatoire est précédée d'intenses campagnes de sensibilisation qui ont favorisé l'adhésion populaire (plus de 44 000 candidats).

Le tirage au sort a permis de s'assurer que les bénéficiaires et le groupe de contrôle sont comparables par rapport au programme. Dans ce contexte, les différences entre les bénéficiaires et le groupe de contrôle après le programme permettent d'identifier précisément l'impact du programme.

Le programme a été lancé auprès de 3 125 personnes pour une période de six (6) mois. Pour chaque phase, les jeunes sont organisés en brigades d'intervention mixtes de 25 personnes. L'expérience se concentre sur la deuxième phase : 3125 bénéficiaires et 1035 dans le groupe de contrôle ont été sélectionnés dans 16 municipalités.

Une enquête a été menée en juin / juillet 2013 pour recueillir des données de base sur 4160 demandeurs. Des bénéficiaires ont été sélectionnés parmi les demandeurs dans 16 localités et regroupés en brigades pour travailler à l'entretien des routes sous la supervision d'AGEROUTE. Dans la deuxième phase, certaines brigades ont été choisies au hasard pour bénéficier d'une formation supplémentaire (soit l'entrepreneuriat, soit la recherche d'un emploi rémunéré) à la fin du programme.

Une première enquête de suivi à court terme a été menée en décembre 2013 / janvier 2014 environ 4-5 mois après le lancement du programme, afin de mesurer l'impact à court terme du programme, mais avant la mise en œuvre de la formation supplémentaire. Une deuxième enquête de suivi à moyen terme a été réalisée de mars à juillet 2015, soit environ 12-15 mois après la fin du programme, afin de comprendre l'impact sur l'insertion professionnelle. Cette seconde enquête permet d'étudier l'effet additionnel relatif des formations reçues par certains bénéficiaires à la fin du programme.

Dix (10) équipes de numérateurs ont été déployées à travers la Côte d'Ivoire avec un chronogramme très précis. En raison de la mobilité des jeunes (surtout dans le groupe témoin), un processus de « traçage » a été mis en place pour mieux suivre les personnes déplacées. Cette stratégie a permis d'atténuer largement le problème d'attrition, tant pour le groupe expérimental que pour le groupe de contrôle. L'enquête à court terme a indiqué un taux de réponse de 97,4 % et l'enquête à moyen terme un taux de réponse de 93,8 %, soit une conformité presque totale.

Outre les caractéristiques individuelles, le questionnaire couvre une multitude de sujets sur différents modules. Il s'agit (i) du module emploi qui rend compte de la situation professionnelle, (ii) du module recherche d'emploi qui prend en compte les perspectives d'avenir et les atouts, (iii) du module traits personnels qui rend compte d'un ensemble d'indicateurs psychologiques, (iv) du module dépenses incluant les transferts, (v) du module épargne et dépenses, (vi) du module allocation du temps, (vii) du module attitudes et (viii) du module relations sociales. Ce dernier est le module d'intérêt pour cette étude puisqu'il permet d'identifier un ensemble d'indicateurs d'amélioration des interactions sociales, des relations avec les autorités, toutes choses susceptibles de mesurer les comportements à la paix. Ces indicateurs prennent en compte la légitimité politique (perception du gouvernement central ou local et relations avec la société), la qualité de la sécurité en termes de confiance du public dans la performance des institutions de justice et de sécurité (performance et indépendance des institutions chargées de faire respecter la loi), et l'allocation économique (ressources productives, répartition des revenus, etc.). Ce sont des indicateurs importants puisque la consolidation de la paix implique la légitimité, la sécurité, la justice et des bases économiques sécurisées (International Dialogue Working Group, 2013).

Nous avons saisi à partir de ces données les interactions sociales intra-groupe et inter-groupe, la confiance dans les autorités, la participation aux activités de socialisation et le renforcement de la cohésion sociale et du dialogue avec les autres communautés. En plus des opportunités d'emploi, le programme comprend également une formation à la citoyenneté et des actions de cohésion sociale. Les informations suivantes ont été collectées dans chaque enquête (se référant aux 30 derniers jours précédant l'enquête) :

- Nombre de membres / groupes associatifs ;
- Leadership
- Nombre (de fois) de participation à des activités intra-communautaires ;
- Nombre (de fois) de participation à des activités intercommunautaires ;
- Nombre (de fois) de participation à des activités d'intérêt public.
- Degré de confiance (peu, beaucoup, pas du tout) dans les autres communautés, les forces de l'ordre, les autorités (gouvernementales, locales),

Statistiques descriptives

La base de données contient 4 160 observations, dont 3 125 pour le groupe des bénéficiaires et 1 035 pour le groupe de contrôle. L'utilisation de la taille relativement importante du groupe de bénéficiaires visait à saisir différents scénarios d'emploi, plus précisément à inclure les bénéficiaires sélectionnés pour la formation à la

recherche d'emploi (1 000 observations), ceux pour la formation à l'entrepreneuriat (1 000 observations) et ceux qui n'ont reçu aucune formation supplémentaire (1 425 observations). Les statistiques descriptives se concentrent sur l'analyse du prétraitement (enquête de base) et la différence expérimentale sur les variables de résultat liées à la consolidation de la paix.

L'enquête de base

La comparaison entre le groupe expérimental et le groupe de contrôle a porté sur les caractéristiques sociodémographiques et l'emploi avant le lancement du programme. Comme le montre le tableau 1, l'assignation aléatoire a produit des groupes « identiques » avant l'expérience. Il n'y a pas de différence significative entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires avant la mise en place du programme.

La plupart des jeunes sélectionnés sont des hommes (environ 70%) et l'âge moyen dans les deux groupes est d'environ 24 ans. Les jeunes présentent généralement un faible niveau d'éducation, près de 78% d'entre eux ont à peine terminé l'école primaire ; 80% des jeunes des deux groupes ont déclaré avoir une activité professionnelle avant d'entrer dans le programme ; seuls environ 14% étaient sans emploi au début. Le type d'emploi déclaré est informel, avec une faible productivité et des salaires insignifiants. Le revenu moyen dans ces groupes est d'environ 19.000 francs CFA et environ la moitié (49%) avait un compte d'épargne avant la mise en œuvre du programme PEJEDEC. En effet, la différence moyenne de revenu entre le groupe de contrôle et le groupe traité n'est que de 741 FCFA (environ 1,2 USD dollars), ce qui suggère que les groupes sont équilibrés avant l'intervention.

Le tirage au sort garantit que les bénéficiaires et le groupe de contrôle sont relativement identiques par rapport au programme. Les différences entre les deux groupes après la mise en œuvre du programme peuvent être attribuées à l'impact du programme. Ce résultat est important pour assurer la validité interne de la stratégie d'identification de l'impact à court et moyen terme. Les données de l'enquête de référence permettent donc de tester la validité de la conception de l'évaluation d'impact (Bertrand et al...,2016).

Tableau 1 : Enquête de base : différence par rapport au test, caractéristiques individuelles (avant le programme)

Variables	Groupe	Contrôle	Bénéficiaires	Différence
		(a)	(b)	(a-b)
État civil				
Age	24.596	24.549	24.612	-0.062
Home	0.685	0.702	0.68	0.022
Célibataire	0.709	0.714	0.708	0.006
Marié	0.131	0.139	0.128	0.010

suite page suivante

Table 1 Continué

Variables	Groupe	Contrôle	Bénéficiaires	Différence
		(a)	(b)	(a-b)
État civil				
Dans une relation	0.149	0.135	0.153	-0.018
École primaire	0.786	0.788	0.786	0.002
École secondaire	0.280	0.284	0.278	0.006
Enseignement supérieur	0.444	0.429	0.45	-0.020
État d'emploi				
Employé(e) précédemment	0.795	0.808	0.790	0.018
Chômeur	0.138	0.135	0.138	-0.003
non actif	0.065	0.056	0.068	-0.012
A l'école	0.005	0.007	0.005	0.002
Plusieurs activités	0.194	0.196	0.193	0.003
Revenu mensuel	19230.35	18669.09	19410.92	-741.83
Compte d'épargne	0.488	0.497	0.486	0.011

(* , ** , ***) Signifiante à 10 % , 5 % et 1 % respectivement, (a-b) est la différence moyenne entre les groupes de contrôle et de traitement.

Tests de comparaison des moyennes

La comparaison est effectuée sur deux ensembles de variables de résultats : les variables discrètes, à savoir le nombre de groupes de membres (réseau), le nombre d'activités d'intérêt général réalisées ; le nombre de réunions dans la communauté et d'autres réunions auxquelles l'individu a participé et les variables dichotomiques et catégorielles liées à la participation aux réunions et à la confiance. La comparaison a également pris en compte les différences à court et à long terme.

A court terme comme à moyen terme (voir tableau 2), il n'y a pas de différence significative dans la participation aux activités communautaires (nombre d'activités d'intérêt public et nombre de réunions dans la communauté auxquelles l'individu a assisté) et au travail en réseau (nombre de groupes dans la communauté).

Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que le programme « Argent contre travail », largement lié aux travaux publics, est une réponse à court terme au chômage des jeunes. Il est donc probable que la durée relativement courte de la participation des jeunes au marché du travail ne soit pas suffisante pour renforcer les réseaux sociaux des bénéficiaires du programme. Même un an et demi après la sortie du programme, le capital social déjà existant ne semble pas améliorer de manière significative l'effet d'une longue période sans emploi sur le marché du travail.

Tableau 2 : Statistiques descriptives : Test de différence pour la participation et le réseau

	Court terme			Mi-parcours		
	Contrôle (a)	Bénéficiaires (b)	Diff. (a-b)	Contrôle (a)	Bénéficiaires (b)	Diff. (a-b)
Nbre de groupes à la communauté	0.857	0.847	0.0104	0.737	0.725	0.011
Nombre d'activités d'intérêt public	0.849	0.639	-0.089	0.341	0.360	-0.019
Nombre d'activités de groupe assistées	1.429	1.449	-0.019	0.925	0.865	0.059
Nombre de réunions au sein de la communauté	2.908	2.723	0.185	2.166	2.225	-0.058

(* , ** , ***) Significiance à 10 %, 5 % et 1 % respectivement, (a-b) est la différence moyenne entre les groupes de contrôle et de traitement

Cependant, en ce qui concerne la participation (voir tableau 3) aux réunions communautaires (à la question avez-vous participé à des réunions dans votre communauté au cours des 30 derniers jours ?), il existe une différence significative entre les deux groupes à court terme, avec une probabilité que le programme ait été plus important pour les bénéficiaires du programme à court terme, mais aucun effet n'est observé à moyen terme.

En ce qui concerne la confiance en les membres de la communauté, on observe une différence significative entre les deux groupes en ce qui concerne les interactions avec d'autres communautés (confiance en les communautés extérieures), avec un résultat plus important pour les groupes bénéficiaires à court terme. A moyen terme, aucune différence significative n'est observée pour la confiance en les jeunes de la communauté. En effet, si la confiance vis-à-vis des jeunes de la communauté a augmenté à court terme, on observe un déclin significatif à moyen terme. En effet, 56,3% des jeunes du groupe de traitement ont déclaré avoir assisté à une réunion dans la communauté au cours des trente derniers jours précédant l'enquête à court terme contre 52% des jeunes du groupe de contrôle. Cela peut suggérer que, par rapport aux jeunes du groupe de contrôle, les jeunes actifs interagissent davantage avec les autres grâce au temps passé dans le programme.

Cette différence est un peu plus mitigée en ce qui concerne la confiance (à la question « Dans quelle mesure faites-vous confiance ? »). Plus précisément, la confiance en les jeunes de l'extérieur de la communauté est assez faible dans les deux groupes, quelle que soit la période considérée. A court terme, la différence est significative puisque seulement 4,7% des jeunes du groupe de contrôle affirment

faire confiance aux jeunes d'une autre communauté, contre 3,4% dans le groupe des traités. Aucune différence significative n'est cependant observée à moyen terme avec 5,9% et 5,7% des jeunes respectivement des groupes témoin et traité, qui déclarent faire confiance aux membres d'autres communautés. L'ampleur de la méfiance parmi les jeunes montre l'ampleur de la rupture du tissu social suite aux violences post-électorales en Côte d'Ivoire.

Parallèlement, la participation au programme ne semble restaurer significativement la légitimité de l'Etat qu'à court terme. En effet, 30,6% des jeunes du groupe de traitement ont déclaré faire confiance au gouvernement contre 27,5% dans le groupe de contrôle. Un an et demi après la sortie du programme, cependant, aucune différence significative n'est observée, avec 24,2% et 25,2% des jeunes respectivement des groupes de contrôle et de traitement qui déclarent faire confiance au gouvernement. En outre, à mi-parcours, la différence significative de confiance ne concerne que les membres de la famille : 59,4 % des jeunes du groupe expérimental ont déclaré faire confiance aux membres de leur famille, contre 56,3 % des jeunes du groupe de contrôle (Tableau 3).

Tableau 3 : Statistiques descriptives : participation communautaire et confiance : Différence de test

	Court terme			Mi-parcours		
	Contrôle	Bénéficiaire	Diff.	Contrôle	Bénéficiaire	Diff.
	(a)	(b)	(a-b)	(a)	(b)	(a-b)
Confiance en la jeunesse de la communauté	0.179	0.170	0.087	0.178	0.185	-0.007
Confiance en les jeunes de l'extérieur	0.047	0.034	0.012*	0.059	0.057	0.002
Confiance en les collègues	0.207	0.185	0.022	0.202	0.215	-0.012
Confiance vis-à-vis des membres de la famille	0.531	0.555	-0.024	0.563	0.594	-0.031*
A participé à une réunion communautaire	0.529	0.563	-0.033*	0.458	0.474	-0.016
Confiance en les forces de sécurité	0.234	0.240	-0.006	0.201	0.213	-0.011
Confiance vis-à-vis des fonctionnaires du gouvernement	0.275	0.306	-0.031*	0.242	0.252	-0.010

(* , ** , ***) Significance à 10 %, 5 % et 1 %, respectivement. (a-b) est la différence moyenne entre les groupes de contrôle et de traitement.

5. Résultats empiriques et interprétation

L'analyse empirique se concentre sur l'impact du programme en ce qui concerne l'intensité des interactions en faveur de la paix en utilisant l'approche estimative décrite ci-dessus ainsi qu'une approche de régression logistique. Les tableaux 4 et 5 présentent les résultats.

Contribution du programme à la construction de la paix

En ce qui concerne l'intensité des interactions, la contribution du programme au nombre de réseaux et au niveau de participation aux activités de groupe et aux activités d'intérêt public ne s'avère pas statistiquement significative, tant à court qu'à moyen terme. La participation au programme n'a pas d'effet sur l'intensité des interactions sociales en termes d'augmentation des réseaux communautaires et de participation à des activités de groupe et d'intérêt public. Deux raisons principales peuvent expliquer ces résultats. Premièrement, le programme a été mis en œuvre quelques mois après une décennie de troubles politiques traumatisants. Les communautés, et principalement les jeunes, luttent toujours pour faire face à la reprise post-conflit. Les bénéfices sociaux attendus de l'accès au marché du travail n'étaient pas assez importants pour endiguer la méfiance des citoyens. Deuxièmement, il est probable que les jeunes employés pendant la mise en œuvre du programme aient peu de temps pour se constituer un nouveau réseau social, puisqu'ils consacrent une grande partie de leur temps à leur activité professionnelle. Cependant, le programme a un impact significatif sur la probabilité d'interagir en dehors de la communauté. (Voir tableau 4).

À court terme, un changement discret de la non-participation au programme à la participation au programme réduit de 29 % la probabilité de faire confiance aux jeunes d'autres communautés. Un changement discret de la non-participation au programme à la participation au programme réduit également de 16% la probabilité de faire confiance aux collègues. À moyen terme, cependant, la participation au programme n'a aucun impact sur la probabilité de faire confiance aux membres des autres communautés.

En résumé, le programme « argent contre travail », qui était une réponse à court terme au chômage des jeunes non qualifiés après les troubles post-électorales résultant d'une décennie de conflit, n'a pas augmenté la cohésion sociale en soi parmi les jeunes en termes d'interactions communautaires en Côte d'Ivoire.

Tableau 4 : Impact du projet sur la probabilité d'interaction sociale et de confiance : Régression logistique

	Court terme : ATE			Moyen terme : ATE		
	Coeff (Err. type)	Ratio de probabilité	Z	Coeff (Err. type)	Ratio de probabilité	Z
Avoir assisté à des réunions communautaires	0.0773 (0.079)	1.080	0.97	0.024 (0.072)	1.024	0.34
Confiance en les membres de la famille	0.052 (0.083)	1.054	0.67	0.075 (0.077)	1.078	1.05
Confiance en la jeunesse de la communauté	-0.090 (0.092)	0.913	-0.89	0.023 (0.090)	1.023	0.26
Trust in out-community youth	-0.33* (0.193)	0.7168	-1.72	-0.053 (0.137)	0.948	-0.37
Confiance en les collègues	-0.163* (0.082)	0.8487	-1.69	0.048 (0.088)	1.049	0.57
Confiance en les forces de sécurité	0.0101 (0.092)	1.010	0.11	0.038 (0.088)	1.039168	0.45
Confiance vis-à-vis des fonctionnaires de l'État	0.132 (0.087)	1.141	1.52	0.024 (0.080)	1.025182	0.31

Comme nous avons obtenu un taux de conformité d'environ 95 %, nous nous demandons si l'exécution d'un ATE sera robuste (voir l'annexe sur les tests de conformité). À cet égard, nous avons d'abord effectué un test de corrélation entre l'affectation théorique et l'affectation réelle après l'expérience. À court terme, nous avons constaté une conformité parfaite, c'est-à-dire une conformité à 100 %. Cependant, à long terme, en tenant compte des différentes politiques d'emploi, cette corrélation s'avère être d'environ 95%, ce qui suggère que notre spécification peut être biaisée. Dans ce cas, le calcul de l'ATE ne fournira probablement pas de résultats robustes. Nous avons donc exécuté à la place un effet de traitement moyen local (LATE) pour saisir l'effet du traitement sur les personnes traitées. Cependant, les résultats ne sont pas cohérents, ce qui indique que le niveau de conformité est suffisamment pertinent pour exécuter l'ATE (voir tableaux 5 et 6).

En outre, nous avons testé s'il existe une différence entre les groupes en termes d'impact de l'intervention. À cette fin, nous avons mis en œuvre une analyse en cluster pour le lieu. Cependant, les estimations n'étaient pas cohérentes, car l'expérience ne couvrait que 16 lieux. Par conséquent, nous avons effectué une régression standard de sous-groupes tels que le sexe (groupes de femmes et d'hommes) et les participants des quartiers les plus touchés par les troubles post-électoraux, à savoir Abobo et Yopougon. Là encore, les résultats de la régression ne présentent pas de résultats significatifs.

Dans l'ensemble, les estimations basées sur LATE et ATE montrent les mêmes résultats, ce qui indique un bon taux de conformité. Par conséquent, en moyenne, l'effet

du programme est le même par rapport à ses effets sur les personnes traitées. Notre interprétation pourrait donc s'appuyer sur les conclusions tirées des estimations ATE.

Tableau 5 : Impact des options d'emploi sur les réseaux sociaux : comparaison des estimations LATE et ATE

Variables dépendantes	Coeff LATE (Erreur type)			Coeff ATE (Err. type)		
	Emploi	entre-preneur	Nbr-formation	Emploi	entre-preneur	Nbr-formation
Nombre de groupes dans la communauté	0.0843*	-0.0032	.01655	0.0828*	0.0016	0.0189
	(0.0321)	(0.0319)	(0.0311)	(0.0319)	(0.0310)	(0.0304)
Nombre d'activités d'intérêt public	0.01377	-0.01098	-0.0207	0.0304	-0.0435	0.0190
	(0.029)	(0.0302)	(0.0282)	(0.0379)	(.0372)	(0.0370)
Nombre de groupes activités suivies	0.02401	-0.0477	0.01944	-0.05778	0.182873	0.0672
	(0.0382)	(0.0384)	(0.0378)	(0.0976)	(0.1014)	(0.0972)

Les tableaux 5 et 6 montrent que seul un emploi rémunéré a un impact significatif sur la consolidation de la paix en termes d'interactions communautaires et de confiance intra-groupe. La perspective d'avoir un emploi rémunéré augmente le nombre de groupes dans la communauté de 8 points de pourcentage à long terme. En outre, le fait d'avoir un emploi rémunéré augmente de manière significative la probabilité d'assister à des réunions communautaires et de faire confiance aux membres de la famille et aux collègues.

Un changement discret entre le fait de ne pas être formé à la recherche d'un emploi rémunéré et le fait d'être formé à la recherche d'un emploi rémunéré augmente la probabilité d'assister à des réunions communautaires de 20%, de faire confiance aux membres de la famille de 17% et de faire confiance aux collègues de 23%.

Tableau 6 : Impact des options d'emploi sur la confiance et la participation : comparaison des estimations LATE et ATE

Variables dépendantes	Coeff. LATE (Erreur type)			Coefficient ATE (Err. type)		
	Emploi rémunéré	entre-preneur	Nbr-formation	Emploi rémunéré	entre-preneur	Nbr-formation
Assister aux réunions communautaires	0.0466**	-0.0112	0.0213	0.1878**	-.0324	0.0901
	(0.0229)	(0.0234)	(0.0226)	(1.2066)	(.9681)	(1.094)
Confiance vis-à-vis des membres de la famille	0.03817*	0.0015	0.0011	0.1647*	0.0151	0.0113
	(0.0221)	(0.0228)	(0.0221)	(1.1790)	(1.0152)	(1.0114)
Confiance en les jeunes de la communauté	-0.0015	-0.00209	0.0140	-.0093468	-0.0131	0.0840
	(0.0181)	(0.0185)	(0.0181)	(0.9906)	(0.9869)	(1.0877)

suite page suivante

Table 6 Continué

Variables dépendantes	Coeff. LATE (Erreur type)			Coefficient ATE (Err. type)		
	Emploi rémunéré	entre-preneur	Nbr-formation	Emploi rémunéré	entre-preneur	Nbr-formation
Confiance en les jeunes de l'extérieur	-0.00113	-0.0160	-0.0044	-0.0215	-0.2723	-0.0726
	(0.0115)	(0.0111)	(0.0112)	(0.9787)	(0.7615)	(0.9299)
Confiance en les collègues	0.0404**	0.0013	0.0140	0.2275**	0.0222	0.0894
	(0.0193)	(0.0192)	(0.0185)	(1.2554)	(1.0225)	(1.0936)
Confiance en les forces de sécurité	0.0254	0.0162	0.00055	0.1500	0.1010	0.00980
	0. (0.0189)	(0.0193)	(0.0183)	(1.1618)	(1.1063)	(1.0098)
Confiance en les fonctionnaires du gouvernement	0.0304	0.0004	0.0168	0.1603	0.0127	0.0945
	(0.0200)	(0.0201)	(0.0194)	(1.1739)	(1.0128)	(1.0991)

Prédire l'attitude vis-à-vis de la paix

La régression du modèle LASSO vise à déterminer les facteurs qui affectent les comportements en faveur de la paix conditionnée par la participation au programme "argent contre travail". La régression a été effectuée sur les variables de résultat en appliquant la fonction LASSO à l'ensemble des données. Plusieurs covariables ont été contrôlées, notamment la participation au programme (traitement), le sexe, le lieu, l'éducation, l'ethnie, le revenu, l'âge, etc. L'estimation considère les seize (16) municipalités de mise en œuvre du programme au niveau national. La prise en compte de la zone de résidence est pertinente dans le contexte spécifique de la Côte d'Ivoire puisqu'elle présente des défis d'interactions communautaires, donc de construction de la paix dans la période post-conflit. En effet, le lieu de résidence est associé à l'ethnicité et à l'affiliation politique et, par conséquent, peut refléter le niveau de probabilité des attitudes de construction de la paix à la base. Par exemple, des municipalités telles que Yopougon (à Abidjan) et Gagnoa peuvent être associées à des bastions de l'opposition, tandis qu'Abobo (à Abidjan), Bouake ou Korhogo peuvent être considérées comme des localités favorables à la coalition au pouvoir.

Nous avons mis en œuvre la régression à la fois pour le court et le long terme. Pour le long terme, nous avons considéré les différentes options politiques, c'est-à-dire la formation à un emploi rémunéré, la formation à l'entrepreneuriat et la participation au programme "argent contre travail" (étiqueté « aucune formation supplémentaire » dans le tableau 7).

La régression LASSO sélectionne uniquement les variables qui prédisent de manière significative (à 10% et 5%) le résultat d'intérêt. Cependant, en raison du grand nombre de covariables sélectionnées (voir annexe A4), nous nous sommes

uniquement concentrés sur les variables liées à la participation au programme. Le tableau 7 présente les résultats du modèle LASSO.

Tableau 7 : Prédire les attitudes envers la paix : Résultats du LASSO

Variables de résultats	Court terme	Long terme		
	Traitement	Emploi rémunéré	Entrepreneuriat	Pas de formation supplémentaire
Participation à la réunion	-0.0355**	0.0038**	-0.0301**	
Confiance en les membres de la famille	0.0157**	0.0289**		
Confiance en la jeunesse communautaire	-0.0075**			
Confiance en la communauté extérieure des autres jeunes	-0.0074*		-0.0067*	
Confiance en les collègues	-0.0392*	0.0216**		
Confiance en la police	0.0087*	0.0119**		0.0042*
Confiance en les autorités	0.0296**	0.0119**	-0.0045**	

- (**), (*) signifiante à 5 % et 10 %.

Le traitement du programme (à court terme) apparaît comme un facteur significatif mais contrasté dans la prédiction de la probabilité de participer à des actions de paix. En effet, il existe une relation négative et significative entre, d'une part, la participation au programme, la probabilité d'assister aux réunions, de faire confiance aux jeunes de l'extérieur et de faire confiance aux collègues. D'autre part, les bénéficiaires du programme montrent une prédiction positive de la confiance envers les membres de la famille et de la confiance envers la police et le gouvernement. Ces résultats sont cohérents avec ceux de King (2013) et Blair (2015) qui ont montré que la participation à un programme d'emploi des jeunes au Liberia a un impact positif sur la consolidation de la paix dans le Liberia post-conflit.

L'une des questions centrales de la recherche est de comprendre l'impact des différentes options politiques sur le comportement à la paix. Il s'agit d'une question importante car le programme de travail contre rémunération n'est qu'une réponse à court terme au chômage des jeunes. L'effet des emplois à long terme est celui qui est pertinent, surtout dans un contexte de fragilité. Le tableau 7 présente également les résultats du modèle LASSO quinze mois après la sortie du programme. Les résultats présentés dans le tableau 7 sont des variables significatives sélectionnées par le modèle LASSO comme facteurs prédictifs.

Les résultats indiquent que les différentes options politiques sont des prédicteurs significatifs des attitudes envers la paix, mais de manière contrastée. En effet, il existe un lien négatif et significatif entre la formation à l'entrepreneuriat et la volonté de participer à des réunions dans la communauté, de faire confiance aux jeunes des autres communautés ainsi que la confiance en les autorités. Ce lien

néгатif et significatif est également observé entre les bénéficiaires du programme (sans formation complémentaire) et la confiance envers les institutions, la police, notamment. Contrairement à notre hypothèse, la formation à l'entreprenariat et la participation à une politique d'emploi à court terme semblent influencer négativement la construction de la paix en raison du manque de soutien de l'Etat pour lancer une entreprise.

Contrairement au résultat ci-dessus, le bénéfice de la formation à la recherche d'un emploi rémunéré dans le secteur moderne permet de prédire positivement la participation communautaire (rencontre dans la communauté), le renforcement du capital intra-social (confiance en la famille et les collègues) et la confiance vis-à-vis des institutions (police et autorités). Ces résultats soulignent la pertinence des interventions en faveur de l'emploi des jeunes pour la construction de la paix.

Discussion

Cette étude montre qu'à court terme, le programme n'a pas entraîné de changements d'attitude envers la paix. La différence du test de comparaison ainsi que les résultats de l'ATE et du LASSO prédisent un effet négatif du programme sur la confiance envers les autres jeunes, les collègues et la participation. Cependant, le programme a également un impact positif sur la confiance vis-à-vis du gouvernement, des institutions et de la famille.

Ces résultats suggèrent que, premièrement, la politique d'emploi à court terme ne semble pas être une politique efficace pour aborder la question de la fragilité par la participation professionnelle des jeunes sur le marché du travail. Cependant, l'emploi à court terme prédit positivement les liens de capital intra-social (confiance envers les membres de la famille) et la légitimité à travers la confiance en les institutions et le gouvernement (police et autorités). Ce résultat suggère que dans un pays fortement divisé, une politique d'emploi adéquate est une étape importante vers la restauration de la légitimité de l'État. Ce résultat rejoint celui de Carter (2011) qui a montré qu'en Afrique du Sud, lorsque les citoyens évaluent positivement le gouvernement en matière de création d'emplois, ils sont plus susceptibles de percevoir l'État comme légitime.

Pour consolider la paix à travers les opportunités économiques, les réponses à court terme ne semblent pas être adéquates pour assurer une paix durable. En effet, nous n'avons constaté aucun effet à long terme du programme, quels que soient les indicateurs de consolidation de la paix étudiés. Par conséquent, les politiques susceptibles d'offrir des opportunités économiques durables aux jeunes sont plus susceptibles d'induire la paix au niveau de la base. Nos résultats soulignent que, un an et demi après la sortie du programme, les jeunes bénéficiaires qui ont reçu une formation à la recherche d'un emploi rémunéré sur le marché du travail sont plus susceptibles de faire preuve des attitudes positives vis-à-vis de la paix.

En effet, le fait de pouvoir être suffisamment armé pour affronter le marché du travail et avoir un emploi rémunéré dans le secteur moderne va conduire à la confiance

aux autorités (légitimité) et au renforcement des liens sociaux dans la période post-conflit. En effet, comme l'ont montré Filmer et Fox (2014), bien que relativement petit, le secteur de l'emploi salarié formel en Afrique a des effets multiplicateurs importants sur le revenu des ménages.

Enfin, concernant la formation à l'entrepreneuriat, bien qu'il existe des rendements très élevés du capital dans de nombreuses activités indépendantes surtout lorsque les niveaux d'investissement sont faibles (Falchamps et al, 2012), la relation négative entre la consolidation de la paix et la formation aux activités génératrices de revenus (AGR) peut témoigner des difficultés inhérentes à l'entrepreneuriat en Afrique en général et en Côte d'Ivoire.

En effet, les bénéficiaires de la formation en AGR n'ont pas reçu de soutien supplémentaire (encadrement et capital) pour exercer leur activité après avoir quitté le programme. Beaucoup d'entre eux ont financé leur projet en utilisant les modestes sommes d'argent économisées tout au long du projet ; économies qui ont également été utilisées pour atténuer les chocs de revenus. Les difficultés d'accès au crédit et au mentorat dans la mise en œuvre des projets d'investissement peuvent être une source de frustration et de rupture des liens sociaux construits après la sortie des participants du programme malgré la formation reçue en entrepreneuriat. Cet argument est cohérent avec les résultats de Blattman et Annan (2015) qui ont montré dans une approche contrôlée aléatoire que la formation à l'entrepreneuriat combinée à la fourniture d'un soutien financier (capital) pour démarrer une entreprise réduit la propension des jeunes Libériens à se tourner vers d'autres activités illégales et violentes, à savoir le mercenariat.

6. Conclusion

La Côte d'Ivoire a connu une longue période d'instabilité marquée par une décennie de guerre civile et une grave crise post-électorale qui a débouché sur un conflit armé. Cette situation a exacerbé les tensions intercommunautaires, érodé le capital social et aliéné la cohésion sociale, en particulier chez les jeunes. Les jeunes sont à la fois acteurs et victimes des conflits dans la mesure où ils peuvent être recrutés comme force de déstabilisation. L'un des défis de la stabilisation post-conflit est de fournir des opportunités économiques alternatives aux jeunes par la promotion des emplois légitimes sur le marché du travail.

En se référant au concept de paix positive et au lien théorique entre la participation professionnelle des jeunes et l'attitude envers une culture de paix et de non-violence, nous utilisons les données d'un programme d'emploi des jeunes pour évaluer le retour d'un tel investissement en termes de paix en Côte d'Ivoire. Ces données ont été collectées à partir d'un essai contrôlé aléatoire impliquant un échantillon de 4160 jeunes, dont 3125 bénéficiaires et 1035 témoins dans 16 municipalités du pays.

L'expérience fournit des informations à court terme (quatre mois après le lancement du programme) et à moyen terme (quinze mois après la sortie du programme) sur une série de résultats, dont les liens sociaux aux niveaux individuel et communautaire. Un sous-échantillon de 2000 jeunes a été sélectionné au hasard parmi la population bénéficiaire pour des activités de formation supplémentaires, dont 1000 pour la recherche d'un emploi rémunéré dans le secteur moderne et 1000 dans l'entrepreneuriat pour la mise en œuvre de projets d'activités génératrices de revenus.

L'hypothèse sous-jacente que nous avons examinée est que la participation au programme restaure la légitimité de l'Etat et renforce les liens sociaux et la confiance entre les citoyens, attitudes nécessaires à la construction de la paix.

Nous avons tenté de saisir la paix positive par un ensemble de variables relatives aux relations sociales dans les communautés de Côte d'Ivoire, à savoir le nombre d'adhésions à / aux associations ou groupes, le leadership, la participation aux activités intra et extra communautaires, la participation aux activités d'intérêt général et le degré de confiance dans les autres communautés, les forces de sécurité (la police) et les représentants du gouvernement.

Deux méthodes d'enquête sont utilisées. D'une part, nous avons mesuré l'effet causal du programme en estimant les modèles des moindres carrés ordinaires et le

modèle logistique pour saisir l'effet de traitement moyen (ATE) et d'autre part, nous avons évalué les facteurs qui prédisent le comportement en faveur de la paix par la régression d'un modèle LASSO. Plusieurs régressions de vérification de la robustesse ont également été effectuées, notamment l'effet de traitement moyen local (LATE), l'analyse par cluster et les tests d'exogénéité pour les sous-groupes tels que le sexe et les quartiers touchés par la guerre. En ce qui concerne l'évaluation de l'impact, deux aspects sont pris en compte : les impacts à court et à moyen terme.

Les résultats de cette analyse indiquent qu'il existe en moyenne une différence importante entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires dans les attitudes en faveur de la paix. En outre, l'impact du programme (effet causal) sur le comportement en faveur de la paix n'est significatif qu'à court terme en raison de ses effets négatifs sur la confiance entre les jeunes de diverses communautés et entre les collègues participant au programme. À court terme, la participation au programme réduit la probabilité de confiance envers les jeunes d'autres communautés d'environ 29 % et la confiance envers les collègues d'environ 16 %, ce qui suggère que la durée du programme était trop courte pour transformer la méfiance accumulée pendant une décennie de troubles politiques. Cependant, il existe une différence significative entre les deux groupes en termes de confiance à l'égard du gouvernement, avec une plus grande proportion dans le groupe de traitement faisant confiance au gouvernement, suggérant ainsi un effet positif du programme sur l'amélioration de la légitimité de l'Etat.

D'après le modèle LASSO, la participation au programme s'avère être un facteur déterminant pour expliquer les attitudes ultérieures envers la paix. Alors que cette relation est mitigée à court terme, il existe un impact différentiel en termes d'options politiques utilisées à moyen terme. Plus précisément, quinze mois au terme du programme, les bénéficiaires qui ont reçu une formation à la recherche d'un emploi décent et rémunéré ont une attitude positive à l'égard de la paix, tandis que ceux qui ont bénéficié d'une formation à l'entrepreneuriat ont une attitude négative.

En résumé, toutes les conclusions générales de l'étude corroborent les résultats obtenus par d'autres études empiriques récentes qui ont souligné la nécessité de fournir des opportunités alternatives aux jeunes à risque pour soutenir la construction de la paix post-conflit. Néanmoins, les politiques en faveur de l'emploi devraient conduire à la promotion de l'emploi des jeunes de manière durable afin de contribuer à la consolidation de la paix. Compte tenu du manque d'emplois décents dans le secteur moderne, l'entrepreneuriat dans les secteurs à forte productivité devient une option politique alternative importante à envisager. Toutefois, pour qu'il soit efficace, il est impératif d'encourager ces jeunes à poursuivre le processus de création de richesses en leur fournissant un ensemble de mesures de soutien comprenant la formation, l'encadrement et le capital.

Remarques

1. Nous remercions l'équipe RCT de la Word Bank et BCP-Emploi pour la mise à disposition des données. Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour le soutien financier apporté à la réalisation de cette recherche. Nous sommes également reconnaissants aux collègues du projet de recherche collaborative sur la "Croissance dans les pays fragiles et post-conflit en Afrique" pour les divers commentaires et suggestions qui ont aidé à l'évolution de cette étude de son début à sa fin. Nous sommes également reconnaissants aux réviseurs anonymes et aux participants à la conférence CSAE 2019 de l'Université d'Oxford, qui ont formulé des commentaires et des suggestions qui ont contribué à façonner et à améliorer la qualité générale de cette étude. Les conclusions faites et les opinions exprimées dans ce travail sont exclusivement celles de l'auteur ou des auteurs. Les auteurs sont également seuls responsables du contenu et des éventuelles erreurs.
2. Programme Emploi Jeunes et Développement des Compétences
3. Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
4. Commission Dialogue, Vérité et Reconciliation
5. Armed Conflict Location Event Data (ACLED)
6. THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre)
7. Voir Marguerie et al (2017) pour des informations détaillées sur le RCT.

Références

- Adedokun, A. 2017. *Post-conflict peacebuilding: A critical survey of the literature and avenues for future research*, vol. 2017, 016edn. UNU-MERIT working papers
- Akindès, F. 2004. The Roots of the Military-Political Crises in Côte d'Ivoire, Research report, vol.128, 2004
- Akindès, F. et M. Fofana. 2011. "Jeunesse, idéologisation de la notion de « patrie » et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire", in *Côte d'Ivoire : la réinvention de soi dans la violence*, CODESRIA, pp. 213–249.
- Arnaut, K. 2012. Social Mobility in Times of Crisis: Militant Youth and the Politics of impersonation in Cote d'Ivoire (2002-2011), Micron Research Working Paper 58, <http://hdl.handle.net/11858/00-001M-0000-000F-A1AC-B>
- Babo, A. 2011. Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire, in *Alternatives Sud*, 17: pp.95–118
- Banerjee A., E. Dufflo, C. Imbert, S. Mathew, R. Pande. 2016. E-governance, Accountability, and Leakage in Public Programs: Experimental Evidence from a Financial Management Reform in India, RePEc Working papers <https://ideas.repec.org/p/ess/wpaper/id11503.html>
- Becker, G. 1968. "Crime and Punishment : An Economic Approach", *Journal of Political Economy*,76: pp. 169–217
- Bertrand M., Crépon B.; Marguerie A. et Premand P. 2017. Contemporaneous and Post-Program Impacts of a Public Works Program: Evidence from Côte d'Ivoire. World Bank, Washington, DC, 2017, <https://doi.org/10.1596/28460>
- Bigombe, B., Collier, P. Et N. Sambanis. 2000. Policies for Building Post-conflict Peace. *Journal of African Economies* 3: 323–48.
- Blair R., Blattman C. et A. Hartman. 2017. Predicting local violence: evidence from a panel survey in Liberia, *Journal of peace research*, 54(2): 298–312.
- Blattman C. and J. Annan. 2017. "Can Employment Reduce Lawlessness and Rebellion? A Field Experiment with High-Risk Men in a Fragile State" *American political science review*. 110(1):1–17.
- Blattman C., Jamison, J. C. and M. Sheridan. 2017. "Reducing Crime and Violence: Experimental Evidence from Cognitive Behavioral Therapy in Liberia", *American Economic Review* 107(4): 1165–1206.
- Bloniarz, A, Liu, H., Zhang C-H, Sekhon, J. and B. Yu. 2016. Lasso adjustments of treatment effect estimates in randomized experiments, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*. 113(27):7383–7390

- Brett R et I. Sprech. 2004. *Young Soldiers: Why They Choose to Fight*, Colorado, Lynne Rienner Publishers
- Carter D. 2011. Sources of State Legitimacy in Contemporary South Africa: A Theory of Political Goods, *Afrobarometer Working Papers/No. 134*, http://www.afrobarometer.org/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=805&Itemid=39
- Chen S., N.V. Loayza et M. Reynal-Querol. 2008. "The aftermath of Civil War", *The World Bank Economic Review*, 22 (1), 63–85
- Collier, P. et A. Hoeffler. 2002. "Greed and Grievance", *Oxford Economics Papers*, 56: 563-595
- Collier P et Hoeffler A. 1999. "On the Economic Consequences of Civil War", *Oxford Economics Papers*, 51: 168–83
- Collier P, A. Hoeffler and M. Soderbom. 2008. "Post-conflict risks", *Journal of Peace Research*, 45(4):461–478
- Collier P. 2009. "Post-conflict Recovery: How Should Strategies be Distinctive?", *Journal of African Economies*, 18(SUPP/1):i99–i131
- Doyle, M.W., et N. Sambanis. 2006. "Making War and Building Peace: United Nations Peace Operations". Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Ehrlich. 1973. "Participation in Illegitimate activities: a Theoretical and Empirical Investigation", *Journal of political Economy*, 81(3): 521–565
- Ehrlich, I. 1996. "Crime, Punishment and the Market of Offenses", *Journal of Economic Perspectives*, 10: 43–68
- Fafchamps, M. and S. Quinn. 2012. "Results of Sample Surveys of Firms", in Hinh T. Dinh and George R. G. Clarke (Ed), *Performance of Manufacturing Firms in Africa: An Empirical Analysis*, Washington, D.C: The World Bank, pp. 139–211.
- Fearon J., Weinstein J. et Humphreys M. 2009. "Can development aid contribute to social cohesion afterwar? Evidence from a field experiment in post-conflict Liberia", *American Economic Review: Papers and Proceedings*, 99(2): 287–291.
- Filmer D. et L. Fox. 2014. Abrégé : L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, Série Forum pour le Développement de l'Afrique. Washington, DC : Banque mondiale <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/914241468193501508/pdf/Abr%C3%A9g%C3%A9.pdf>
- Fonti, V. and E. Bellister. 2017. Feature Selection using LASSO, *VU Amsterdam Research Paper in Business Analytics*.
- Galtung, J. 1964. "An Editorial." *Journal of Peace Research*, 1 (1): 1–4.
- Gawerc, M.I. 2006. "Peace-Building: Theoretical and Concrete Perspectives", *Peace & Change*, 31(4):435–478.
- Hoeffler, A. 2019. "Post-conflict stabilization in Africa", *Review of Development Economics*, 23 (3), 1238–1259.
- Kelman H.C. 2015. "The development of interactive problem solving" in John Burton's footsteps, *Political Psychology*, 36 (2) :243–262.
- King, E. 2013. Can Development Interventions Help Post-Conflict Communities Build Social Cohesion? The Case of the Liberia Millennium Villages, Discussion Paper Series/9, <https://www.cigionline.org/publications/can-development-interventions-help-post-conflict-communities-build-social-cohesion>.

- Mocan N., S.C. Billups, and J. Overland. 2005. "A Dynamic Model of Differential Human Capital and Criminal Activity", *ECONOMICA -London*. 72(288):655-681.
- Mukherjee, B. 2006. "Why Political Power Sharing Agreements Lead to Enduring Peaceful Resolution of Some Civil Wars, But not the Others?" in *International Studies Quarterly* 50 (2) 479-504
- OECD. 2012. "Social Cohesion Indicators", in *Society at a Glance* (edn), Asia/Pacific, Paris: OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264106154-11-en>.
- OECD. 2016. *States of Fragility 2016: Understanding Violence*, Paris: OECD Publishing, Spencer, J. (1997) *Demobilization and Reintegration in Central America*, Bonn International Center for Conversion Paper/08, <http://www.gbv.de/dms/sub-hamburg/234778520.pdf>
- Subedi D. B. 2014. "Conflict, Combatants and Cash: Economic Reintegration and Livelihoods of Ex-combatants in Nepal", *World Development*, 59: 238-250.
- Toft, Monica Duy. (2010) *Securing the Peace: The Durable Settlement of Civil Wars*. Princeton: Princeton University Press.
- United Nations. 2014. *Operational Guide to Integrated disarmament, demobilization, and reintegration standard*. New York: United Nations.
- United Nations Security Council. 2009. *Second Report of the Secretary General on the UN Integrated Peacebuilding Office in Sierra Leone*, paper/267, <http://daccess-ddsny>.
- World Bank. 2012. *Youth Employment Programs : An Evaluation of World Bank and International Finance Corporation Support*. Washington, DC: World Bank.

Annexes

Tableau A1 : Conformité : matrice de corrélation

	Traitement initial	Traitement finale
Traitement initial	1.000	
Traitement final	1.000	1.000

Tableau A2 : Conformité : matrice de corrélation, options politiques

	contrôle	Emploi rémunéré	Auto-emploi	Pas de formation	contrôle	Emploi rémunéré	Auto-emploi	Pas de formation
contrôle	1.000							
Emploi rémunéré	-0.3237	1.000						
Auto-emploi	-0.3237	-0.3165	1.0000					
Pas de formation	-0.3504	-0.3425	-0.3425	1.0000				
contrôle	1.0000	-0.3237	-0.3237	-0.3504	1.0000			
Emploi rémunéré	-0.3423	0.9215	-0.2590	-0.3042	-0.3504	1.0000		
Auto-emploi	-0.3144	-0.2926	0.9443	-0.3210	-0.3144	-0.3249	1.0000	
Pas de formation	-0.3412	-0.3233	-0.3271	0.9578	-0.3412	-0.3526	-0.3239	1.0000

Tableau A3 : Conformité : affectation théorique vs. Le monde réel

Théorique	Le monde réel				
	contrôle	Emploi rémunéré	Entrepreneur	Pas de formation	Ttotal
contrôle	1035	0	0	0	1035
Emploi rémunéré	0	981	11	8	1000
entrepreneur	0	59	936	5	1000
Pas de formation	0	47	9	1069	1125
Total	1035	1087	956	1069	4160

Tableau A4 : Autres facteurs prédictifs de la consolidation de la paix : Résultats de LASSO

Facteurs	Variables de résultats							
	à la réunion	Confiance en les membres de la famille	Confiance en les jeunes de la communauté	Confiance en la communauté des autres	Confiance en autres jeunes	Confiance en les collègues	Confiance en police	
Femme	-0.0391*		-0.0126*	-0.0058*	-0.0666*	-0.0967*	-0.0744*	
Célibataire						-0.0932*	-0.0997*	
Mariée	0.0662*	0.0452*	0.0227*	0.0199*	0.0437*		0.0075*	
Revenu	0.0752*	-0.0281*			-0.0115*	-0.0143*	-0.0252*	
Economies	0.0720*				0.0326*	-0.0098*	0.0094*	
à l'école	0.0556*				-0.0352*	-0.0287*	-0.0708*	
Localité: Marcory		-0.0190*			-0.0318*	-0.3169*	-0.3724*	
Localité: Yopougon	0.0195*	-0.0421*	-0.0335*	-0.0063*		-0.2860*	-0.3507*	
Localité: Yamoussoukro		-0.0340*				-0.3346*	-0.3924*	
Localité: San_Pedro	0.1178*				-0.0164*	-0.3173*	-0.3005*	
Localité: Man	0.1546*	-0.0054*				-0.3283*	-0.4044*	
Localité: Bondoukou			0.0578*	0.0826*	0.1193*	-0.3014*	-0.3639*	
Localité: Gagnoa	-0.0892*				0.1064*	-0.3008*	-0.3106*	
Localité: Abobo	0.0440*		0.0345*	0.0132*	0.0265*	-0.2392*	-0.3434*	
Localité: Koumassi	0.0827*	0.0072*	0.0327*			-0.2625*	-0.3288*	
Localité: Bouake	0.0224*	0.0606*		0.0016*	0.0060*	-0.3007*	-0.4048*	
Localité: Korhogo	0.2144*	0.0113*		-0.0080*		-0.3617*	-0.3563*	
Localité: Dimbokro	-0.1017*	-0.0201*	-0.0580*	-0.0473*	-0.0473*	-0.3472*	-0.4082*	
Localité: Abengourou	-0.0593*		-0.0162*	-0.0042*	-0.0618*	-0.2925*	-0.2772*	
Localité: Daloa		-0.0813*			-0.0157*	-0.3545*	-0.4415*	
Nombre d'enfants			0.0060*		0.0217*	0.0035*	-0.0031*	
Nombre de jours ouvrés	0.0406*	-0.0374*	0.0114*	0.0049*	0.0586*	-0.0153*	0.0086*	



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org